ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

RESTRICTED

L/4470

2 février 1977

Distribution limitée

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMUNAUTE ET DU MARCHÉ COMMUN DES CARAIBES

1. Le Groupe de travail a été institué par le Conseil à sa réunion du 21 octobre 1974 en vue d'examiner, à la lumière des dispositions de l'Accord général applicables en la matière, les dispositions du Traité instituant la Communauté et Marché commun des Caraïbes et de faire rapport au Conseil.

2. Le Groupe de travail s'est réuni les 25 et 26 janvier 1977, sous la présidence de M. Petar Tomić (Yougoslavie). Le Groupe de travail avait la composition suivante:

Australie	Etats-Unis	Nigeria
Brésil	Inde	Pays nordiques
Canada	Jamaïque	Pérou
Communautés européennes et leurs Etats membres	Japon	Trinité-et-Tobago
	Malaisie	

Un représentant du secrétariat de la Communauté des Caraïbes était également présent à la réunion.

3. Le Groupe de travail disposait, comme documentation de base, du texte du Traité instituant la Communauté des Caraïbes et Marché commun des Caraïbes (L/4083), ainsi que d'un document (L/4361) reprenant les questions posées par un certain nombre de parties contractantes aux membres de la Communauté des Caraïbes et les réponses de ces derniers.

4. Dans leurs exposés introductifs, les représentants de la Communauté et Marché commun des Caraïbes ont informé le Groupe de travail que le Traité marquait le début de la deuxième phase du mouvement d'intégration des pays membres. L'importance que revêtent les efforts déployés dans ce sens est mise en évidence par la grande diversité des problèmes auxquels se heurtent ces pays: exigüité et faible population de certains Etats, ressources limitées, taux élevés de chômage et de sous-emploi, situation défavorable de la balance des paiements, besoins importants en capitaux de développement, etc. Décrivant les principales caractéristiques du Marché commun des Caraïbes, dont il est fait mention dans l'annexe au Traité instituant la Communauté des Caraïbes (CARICOM), ces représentants ont rappelé que les principales dispositions du Traité portaient sur la libéralisation des échanges, une politique commune de protection, le droit d'établissement dans les divers pays membres, la coordination des politiques économiques et la planification du développement, ainsi que sur un régime spécial en faveur des pays moins développés de la Communauté.

5. En ce qui concerne le Tarif extérieur commun, qui est à colonne unique, celui-ci est aujourd'hui intégralement appliqué par les quatre membres "les plus développés" de la Communauté; dans les pays membres "les moins développés", son adoption s'échelonne sur une période de huit à dix ans. Toutefois, il s'applique déjà à l'essentiel des importations de la région en provenance des pays tiers. Le Groupe de travail a été informé que les membres de la CARICOM examinaient maintenant la question des "autres réglementations commerciales" - restrictions quantitatives principalement - relevant de la politique commune de protection et que, à cet égard, un groupe de travail chargé d'étudier la question et de présenter des recommandations avait été institué.

6. Rappelant que les PARTIES CONTRACTANTES étaient convenues que l'Accord de libre-échange des Caraïbes (CARIFTA) constituait une zone de libre-échange au sens des dispositions de l'article XXIV:8 b), les intervenants ont estimé que le Marché commun des Caraïbes, qui a succédé à la CARIFTA, était également compatible avec les dispositions de cet article, en ce sens qu'il constitue un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une union douanière.

7. Le Groupe de travail a manifesté sa compréhension et son soutien à l'égard des objectifs du Marché commun des Caraïbes et des efforts déployés en vue d'une intégration économique de la région des Caraïbes. Il s'attend que le succès de ces efforts apportera des avantages accrus aussi bien aux Etats membres qu'aux pays tiers. Plusieurs membres du Groupe de travail ont noté que l'accord sous examen, qui constitue un accord provisoire en vue de l'établissement d'une union douanière, couvre déjà l'essentiel des échanges et que les dispositions qu'il contient n'avaient pas sur les échanges une incidence plus restrictive que les réglementations en vigueur avant l'institution du Traité, et qu'elles étaient compatibles avec les dispositions de l'article XXIV. Des membres du Groupe de travail ont déclaré que leurs pays continueraient d'apporter leur soutien au mouvement de développement économique de la région.

8. En réponse à un membre du Groupe de travail qui cherchait à avoir des précisions au sujet des renseignements apportés par la réponse à la question 5 (document L/4361), le représentant de la Communauté et Marché commun des Caraïbes a déclaré que, pour arriver à un accord sur un Tarif extérieur commun, les membres de la CARICOM ayant des tarifs élevés avaient accepté une réduction importante de bon nombre de leurs droits et de l'incidence moyenne de leurs tarifs. L'objet de ces abaissements était d'arriver à ce que le Tarif extérieur commun réponde intégralement aux dispositions de l'article XXIV de l'Accord général. En conséquence, le produit total des droits frappant les importations des pays de la CARICOM avait été très inférieur en 1974 à ce qu'il était précédemment.

9. Répondant à une question posée par un membre du Groupe de travail qui désirait savoir quelles étaient les restrictions quantitatives envisagées dans le cadre des dispositions de l'article 33 de l'annexe au Traité, le représentant de la Communauté et Marché commun des Caraïbes a déclaré que c'était l'une des questions sur lesquelles se penchait actuellement un Groupe de travail qui avait été créé afin d'examiner la rationalisation du régime actuel qui confère à chaque Etat membre la faculté d'instituer des restrictions quantitatives à l'importation en provenance des pays tiers. Il a ajouté que le Groupe de travail dont il s'agit examinait la question, en vue de formuler des recommandations qui pourraient prévoir la suppression ou la réduction des restrictions quantitatives lorsque cela serait nécessaire dans le mouvement d'institution d'une politique de protection commune à l'ensemble de la Communauté. Le membre qui avait posé la question a fait savoir que, de l'avis de son gouvernement, les restrictions quantitatives de caractère régional envisagées à l'article 33 sembleraient ne pas être compatibles avec les dispositions de l'article XXIV:5 a) de l'Accord général. Le représentant de la Communauté et Marché commun des Caraïbes a déclaré qu'il ne pouvait admettre cette position, car elle repose sur une situation hypothétique, le Groupe de travail de la CARICOM n'ayant pas encore achevé ses travaux. Comment une question qui n'était pas à l'examen devant le Groupe de travail et portait sur des mesures qui étaient simplement - selon les termes de l'auteur de la question - envisagées, pouvait-elle être incompatible avec un article quelconque de l'Accord général?

10. Répondant à une question posée par un autre membre du Groupe de travail concernant la date d'objectif pour l'achèvement des travaux du Groupe de travail de la CARICOM et sur le point de savoir si le Secrétariat ou le Conseil de la CARICOM seraient disposés à notifier aux PARTIES CONTRACTANTES les restrictions quantitatives existantes ou prévues, l'intervenant a déclaré que le Groupe de travail se proposait de terminer ses travaux à la fin de 1976, mais que ceux-ci avaient été retardés par suite de certaines difficultés techniques. Sur la question de la notification, il a déclaré que la CARICOM, se conformant aux obligations que l'Accord général fait aux parties contractantes, notifierait les décisions prises dans le cadre du Traité en ce qui concerne les restrictions quantitatives de caractère régional. Pour ce qui touche aux restrictions quantitatives actuelles, dès lors que les renseignements fournis au Conseil par les Etats membres en vertu de l'article 33, paragraphe 2 de l'annexe au Traité avaient été communiqués à titre de pure information, le Secrétariat et le Conseil de la CARICOM n'étaient pas en mesure de notifier ces restrictions, dont la notification incombe à chaque Etat membre qui est partie contractante à l'Accord général.

11. En relation avec la question 19 qui figure dans le document L/4361, un membre du Groupe de travail a demandé comment les Etats membres de la CARICOM conciliaient la Liste VIII de l'annexe au Traité qui régit la commercialisation de certains produits agricoles, et les obligations qu'ils ont souscrites dans le cadre de l'Accord général, en particulier au titre de l'article XXIV:5 a); il a estimé que le Traité instituant la CARICOM ne satisfaisait peut-être pas pleinement, à cause de la Liste en question, aux conditions de l'article XXIV.

Ce membre a ajouté que les autorités de son pays comprenaient parfaitement et appuyaient les objectifs de la CARICOM tendant à accroître la production finale de l'agriculture et l'autosuffisance dans le domaine agricole, mais qu'elles estimaient que ces objectifs pouvaient être atteints sans discrimination au préjudice des fournisseurs des pays tiers, par le moyen de mesures positives comme la création de services de vulgarisation et de commercialisation et l'amélioration de la recherche. Le représentant de la Communauté et Marché commun des Caraïbes a répondu que les arrangements régissant la commercialisation des produits agricoles constituent une mesure administrative dont le but est d'assurer une commercialisation ordonnée de certains produits agricoles parmi les pays membres. Il s'agit en particulier de faciliter l'augmentation de la production agricole dans les pays "les moins développés" de la CARICOM. Ces dispositions doivent être examinées au regard des très graves désavantages dont souffrent ces petites îles-Etats et au regard du problème général de l'insuffisance de leurs approvisionnements alimentaires et de leurs niveaux nutritionnels, ainsi que des dépenses considérables et toujours plus élevées au titre de l'alimentation de l'ensemble de la CARICOM. L'intervenant a déclaré que les arrangements dont il s'agit n'avaient pas eu d'effets restrictifs dans la pratique, car le commerce avec les pays tiers des produits visés par les arrangements avait continué de s'accroître rapidement. Entre 1971 et 1975, les dépenses totales d'importation des pays de la CARICOM pour les produits visés par les arrangements avaient passé de 27 à 57 millions de dollars C.O., la part de ces échanges correspondant au commerce intracommunautaire CARICOM n'ayant pas dépassé 1,1 million de dollars C.O. en 1971 et 4 millions en 1975. Au cours de cette dernière année, les importations en provenance des Etats-Unis ont représenté 52 pour cent du total précité, celles en provenance du Canada, 14 pour cent, et celles en provenance de pays hors CARICOM, 27 pour cent. L'intervenant a déclaré que les échanges de bon nombre des produits concernés étaient très nettement saisonniers et qu'ils se caractérisaient en particulier par des problèmes de transport à l'intérieur de la région. Sans les possibilités ouvertes par les arrangements en question, il est probable que, dans certaines circonstances, les Etats membres "les moins développés" se trouvaient dans la quasi-impossibilité d'écouler leur production excédentaire de certains produits, qui constituent la base de leurs économies. Il a estimé que, si les dispositions relatives à la commercialisation des produits agricoles devaient être supprimées, l'amélioration qui en résulterait en ce qui concerne le commerce des pays tiers serait négligeable, alors que les économies de certains Etats membres seraient très fortement atteintes. Il a ajouté que ces dispositions n'étaient pas nouvelles puisqu'elles existaient déjà sous une forme analogue dans le cadre de la CARIFTA. Il a également fourni des renseignements sur les mesures que prend actuellement la Communauté des Caraïbes afin d'améliorer la recherche agricole et les services de vulgarisation. Le représentant de la CARICOM a encore déclaré que les objections formulées au sujet de la Liste VIII semblaient ne pas tenir compte du fait que la compatibilité avec les dispositions de l'Accord général était appréciée au regard de la libéralisation de l'essentiel des échanges; or celle-ci ne peut être affectée par le faible volume (1,2 pour cent du total des échanges intra-communautaires CARICOM) des exportations couvertes par la liste en question. De plus, la position adoptée par le membre concerné ne semble pas prendre en considération les dispositions de la Partie IV de l'Accord général, notamment de l'article XXXVI:l f).

12. Un autre membre du Groupe de travail s'est enquis des critères et des procédures utilisés pour déterminer les prix f.o.b. intéressant le commerce intracommunautaire des produits de la Liste VIII, pour calculer les déficits au titre de ces produits et pour décider lorsque les importations peuvent être sanctionnées. Le représentant de la Communauté et Marché commun des Caraïbes a répondu qu'une conférence se réunissait chaque année pour examiner les prix f.o.b. dont l'acceptation est proposée au Conseil. Les pays de la CARICOM s'occupent actuellement d'établir une base scientifique de détermination de ces prix qui seront fonction de deux éléments: prix de revient d'une exploitation moyennement efficace et niveau concerté du revenu raisonnable d'une exploitation d'une taille déterminée. Des réunions ont également lieu pour examiner l'ampleur des déficits attendus, et les estimations ainsi établies sont rajustées périodiquement au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux renseignements chiffrés. En ce qui concerne la sanction des importations par le secrétariat de la CARICOM, l'intervenant a déclaré que celle-ci est quasi automatique dans une conjoncture déficitaire et se fait en prenant en considération les statistiques qui représentent la situation de l'offre et de la demande chez les Etats membres. Il s'agit essentiellement de veiller à ce que les Etats membres s'acquittent de leurs obligations en matière d'importations en provenance d'autres Etats membres, c'est-à-dire, pour la plus grande part, en provenance des pays "les moins développés". Comme les approvisionnements sont généralement modiques et les déficits considérables, la mise en oeuvre de cette partie du Traité ne donne guère lieu à des difficultés.

Conclusions

13. Le Groupe de travail a fait preuve de bienveillance et de compréhension pour les efforts que les Etats membres de la Communauté et Marché commun des Caraïbes déploient en vue de promouvoir le développement économique ainsi que l'expansion et la diversification des échanges à l'intérieur de la région par une intégration plus poussée et un développement progressif de leurs économies. Il a généralement été admis que le Marché commun des Caraïbes constitue un accord provisoire conclu en vue de l'établissement d'une union douanière et que, de ce fait, il est compatible avec les dispositions de l'article XXIV de l'Accord général. Certaines préoccupations ont cependant été exprimées quant aux conséquences que les dispositions adoptées en matière de commercialisation de certains produits agricoles pourraient avoir sur le commerce avec les pays tiers. Le Groupe de travail a pris acte des renseignements fournis par le représentant de la Communauté des Caraïbes qui a déclaré que ces dispositions sont destinées essentiellement à assurer des possibilités de commercialisation ordonnée pour de petits excédents de certains produits agricoles, en particulier à l'avantage des membres "les moins développés" de la CARICOM et que, dans la pratique, elles ne constituent pas un obstacle au commerce avec les pays tiers, pas plus qu'elles n'ont d'incidence discriminatoire.

14. Le Groupe de travail a pris acte de ce que les parties au Traité étaient disposées à fournir périodiquement des renseignements et à donner notification des modifications qui pourraient être apportées à l'arrangement dont il s'agit, conformément aux procédures habituelles du GATT. Il a été entendu que le Traité instituant la Communauté et Marché commun des Caraïbes ne serait considéré en aucune façon comme modifiant les droits dévolus aux parties contractantes par l'Accord général.